



Conseil économique et social

Distr. générale
20 novembre 2013
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par World Igbo Congress, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Introduction

World Igbo Congress, une organisation consacrée à l'unification du peuple igbo du Nigeria et à la promotion de son bien-être, en mettant l'accent sur les besoins communs des membres de ce peuple, salue la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social. World Igbo Congress a examiné le thème prioritaire, « Promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous », en s'inquiétant sérieusement pour les populations du monde, spécialement dans les pays en développement, en général et le peuple igbo en particulier.

Depuis sa création, World Igbo Congress a fait avancer les questions concernant le peuple igbo et facilité considérablement des initiatives et des campagnes sur :

a) Les droits et la justice pour les femmes et les filles dans les sept États du Nigeria parlant igbo et au sein de la diaspora nigériane. À cet égard, World Igbo Congress a appelé l'attention des gouvernements des États parlant igbo (zones géopolitiques du Sud-est et du Sud), des dirigeants traditionnels et des législateurs sur la nécessité de reconnaître la pleine réalisation des droits des femmes igbos – au plan économique, social, sanitaire, culturel, législatif et civique – dans tous les domaines de l'activité humaine au sein de la race igbo;

b) La bonne gouvernance en tant qu'un moyen d'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de création d'emplois pour le peuple igbo, en particulier dans les domaines de l'administration locale. Dans cette perspective, World Igbo Congress collabore avec la société civile, notamment les syndicats et les organisations des jeunes, en vue de suivre de près l'action des gouvernements dans les États igbos;

c) Reprise de l'enseignement technique et professionnel dans les zones concernées en tant que moyen de favoriser la participation des jeunes et de promouvoir l'emploi dans divers secteurs. À cet effet, World Igbo Congress collabore avec des institutions de l'enseignement supérieur dans les zones concernées en vue de promouvoir la conception de logiciels et de pièces de rechange pour répondre aux besoins des secteurs de l'agriculture, des transports, de l'industrie culinaire et de la santé et de créer des emplois;

d) Activités de sensibilisation en faveur de la justice pour les igbos, qui sont des hommes d'affaires ambulants et des entrepreneurs avisés, mais qui sont souvent exposés à la rivalité ethnique dans leurs différents lieux de résidence. À cette fin, World Igbo Congress déplore les activités de Boko Haram, qui ciblent essentiellement les igbos chrétiens. World Igbo Congress collabore actuellement avec le Conseil des droits de l'homme en vue de faire justice aux igbos touchés.

En ce qui concerne les huit objectifs du Millénaire pour le développement et les enjeux et réalisations connexes, World Igbo Congress constate avec une vive inquiétude que, malgré les progrès enregistrés, des difficultés liées à la compréhension humaine, à la culture et aux obstacles économiques, continuent à empêcher le plein emploi pour tous. Les femmes, les filles et les jeunes, qui sont les

précurseurs de la réussite et des défis liés à ces Objectifs, ainsi que les populations rurales, demeurent les groupes cibles de World Igbo Congress.

Examen des objectifs du Millénaire pour le développement

Les rapports indiquent ce qui suit :

- **Objectif 1.** Les moyens d'action des femmes ont été renforcés par des ressources leur permettant de sortir de la pauvreté. Toutefois, d'une manière générale, un pourcentage accru de femmes sont sans emploi;
- **Objectif 2.** Les taux d'alphabétisation ont augmenté, et davantage achèvent leurs études;
- **Objectif 3.** Diverses initiatives et campagnes ont été engagées pour promouvoir l'égalité des sexes, l'emploi et l'autonomisation;
- **Objectif 4** D'une manière générale, des efforts sont engagés en faveur de la réduction des taux de mortalité post-infantile;
- **Objectif 5.** L'accès aux soins de santé génésique s'est amélioré, notamment pour ce qui est des besoins non satisfaits et de la planification familiale, avec une réduction de la mortalité maternelle et l'amélioration du nombre d'agents sanitaires qualifiés;
- **Objectif 6.** Les connaissances ont augmenté au sujet de la prévention, du traitement et de la gestion du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose;
- **Objectif 7.** Les programmes et principes de développement durables ont été intégrés aux politiques nationales, bien qu'ils demeurent biaisés dans certaines économies, en particulier du fait des difficultés liées aux rivalités ethniques et à la bigoterie religieuse;
- **Objectif 8.** L'intérêt général porté au marché, au commerce, aux technologies et à l'information, ainsi qu'aux problèmes du chômage, a été au centre de diverses formes de partenariats mondiaux.

En dépit de ces progrès, World Igbo Congress note que les taux de réalisation de ces objectifs sont très faibles parmi les populations rurales locales des régions igbos du Nigeria. Ces populations continuent à pâtir des séquelles de l'extrême pauvreté infligées par la guerre civile au Nigeria. Les taux d'abandon scolaire et le commerce du sexe qui en résultent ainsi que la transmission de maladies (notamment le VIH/sida) sont en hausse. Les élèves qui sortent de l'école ne peuvent pas trouver un emploi. Les femmes des zones rurales continuent de mourir en couches, étant donné que ces zones manquent d'agents sanitaires qualifiés et de ressources. World Igbo Congress croit aux réalisations signalées depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement en 2000, mais l'impact des progrès enregistrés n'a pas encore atteint ces populations. Les personnes qui vivent dans les États parlant igbo sont exposées à des difficultés, à un environnement insalubre, aux mariages précoces, au manque d'infrastructure nécessaire à la croissance durable ainsi qu'à l'absence de possibilités de partenariats dans leurs domaines de compétences. Un pourcentage important de la population rurale qui s'intéresse à la science et aux technologies en est privé du fait de la pauvreté et de l'appartenance ethnique. Cela entrave le développement durable et leur bien-être économique, leurs droits humains et leurs emplois futurs.

Les droits de l'homme et les objectifs du Millénaire pour le développement

Depuis leur adoption en 2000, les objectifs du Millénaire pour le développement ont provoqué au plan mondial des changements spectaculaires concernant les questions pertinentes qui touchent la vie de l'homme. Toutefois, la crise financière internationale s'est traduite par l'effritement des droits économiques, sociaux et humains dans le monde. Du fait de la crise actuelle, dans la plupart des régions du monde, plus particulièrement dans les communautés rurales, pour survivre les femmes et les filles des familles à faible revenu sont tributaires des services d'aide lorsqu'il en existe, mais doivent trouver d'autres options lorsqu'il n'existe pas de tels services d'aide ni de stratégies d'aide alimentaire. Les gouvernements ont manqué de mettre en place des réglementations et des institutions essentielles, ce qui a eu une incidence sur les droits et les obligations en matière de droits humains des femmes et des filles. Les igbos subissent la marginalisation et la discrimination et sont plus vulnérables à l'exploitation et à des obstacles à la réalisation de leurs droits humains. Les objectifs du Millénaire pour le développement offrent des méthodes permettant de mettre en œuvre des stratégies de développement pertinentes pour les femmes, les filles et les populations rurales, notamment l'éducation de base, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'amélioration de la santé des femmes et leur participation à la prise de décision, au système législatif et à l'exercice des fonctions de direction. La promotion des droits des femmes, des filles et de la population rurale aura des effets positifs sur l'humanité.

Programme de développement durable pour l'après-2015

Un examen critique des objectifs du Millénaire pour le développement permet de supposer que les préoccupations au sujet des igbos n'ont pas été prises en compte, en particulier dans le cas des femmes et des filles des zones rurales. Les igbos des communautés situées dans les États du Nigeria parlant igbo pâtissent de l'incidence des lacunes générales des objectifs. Concernant le principe de « Ne laisser personne de côté », l'un des changements en profondeur mis en évidence dans le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, les contributions des gouvernements, de la communauté internationale, de la société civile et du secteur privé devraient être mises en place pour faire en sorte que les préoccupations de chaque groupe ethnique constituent une priorité. Des efforts positifs doivent être consentis pour accélérer l'action et amplifier les solutions efficaces tirées de l'expérience des objectifs du Millénaire pour le développement, en mettant l'accent sur la réduction des inégalités dans de nombreux domaines, par exemple, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la santé maternelle, l'eau et l'assainissement, le développement rural, l'éducation nutritionnelle, l'emploi, les services de base, les possibilités économiques et la prise de décision à tous les niveaux.

Résolutions

Ayant examiné les résultats de la cinquante-unième session de la Commission du développement social et analysé le thème prioritaire de la cinquante-deuxième session, World Igbo Congress exhorte le Bureau de la cinquante-deuxième session et les États Membres à décider ce qui suit :

- Les femmes, les filles et tous les groupes ethniques doivent bénéficier du respect, de la protection et de l'intégralité des droits humains;
 - Les igbos dans les communautés rurales et dans des situations vulnérables doivent bénéficier de ressources suffisantes pour leur existence ainsi que de leurs pleins droits humains;
 - La cinquante-deuxième session doit comprendre dans son document final les préoccupations des groupes ethniques « oubliés », comme les groupes ruraux pauvres des igbos dans les sept États des zones géopolitiques du Sud-Est et du Sud du Nigeria, aux fins d'inclusion dans le programme pour l'après-2015;
 - Les politiques culturelles enfreignant les droits communaux des igbos doivent être débattues, dans le cadre du respect de leurs droits humains, de leur sécurité et de leur protection;
 - L'attention doit être accordée aux igbos des zones rurales, dans le domaine des technologies et de l'enseignement pédagogique et des possibilités doivent être créées pour leur permettre d'exploiter leur potentiel dans le domaine du développement de la main-d'œuvre de cadres moyens;
 - Les États Membres doivent être informés de la nécessité de mettre en place, dans les communautés rurales, des centres de promotion des objectifs du Millénaire pour le développement, chargés de sensibiliser efficacement à la mission des objectifs concernant les femmes, les filles et les populations rurales;
 - Des mesures importantes doivent être prises pour promouvoir l'autonomisation des femmes et des populations sur le marché du travail ainsi que le droit du travail, afin d'encourager des gains positifs.
-